



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

19-11-2015

Au Congrès de Versailles du 16 novembre 2015

Plus de guerres et moins de droits démocratiques

Lors de la réunion de ce Congrès (Assemblée Nationale plus Sénat) F. Hollande a répété en leitmotiv « *Nous sommes en guerre* », propos qui ont rencontré le consensus de tous les groupes parlementaires. Personne n'a remis en cause la politique de guerre de l'impérialisme français, les interventions armées (Afrique, Libye, Iran), les ingérences systématisées pour renverser l'État syrien et les livraisons d'armes à des groupes terroristes dits « islamistes ».

Tous d'accord

-B. Retailleau (Président du groupe Les Républicains) a déclaré : « Oui à l'état d'urgence, faites la guerre, nous serons à vos côtés ».

-C. Jacob (son homologue à l'Assemblée nationale) « *j'insiste sur les valeurs de la France, valeurs de l'occident* » et se fait l'écho de « *notre mission de civilisation* ».

-Intervenant pour le Front de gauche/PCF Eliane Assassi approuve : « *les mesures d'urgence pleinement justifiées, les objectifs de l'état d'urgence sont bien définis* ».

-Le FN s'est exprimé largement dans les médias... M. Le Pen salue « *les bonnes inflexions de Hollande* », Elle ajoute « *je me méfie des mots,*

j'attends les actes ». Un autre responsable FN déclare : « *nous avons un Président de la République socialiste qui préconise des solutions portées par le FN* ». La conclusion est claire : « *on peut ressortir renforcés aux régionales de cet épisode* » (sic).

Le terrorisme est le produit de cette politique belliciste du système capitaliste.

La réponse donnée à la vague d'attentats criminels qui ont endeuillé la France, celle du Président de la République partagée par tous les groupes parlementaires, au nom de « l'Union nationale » est de renforcer la politique de guerre et les mesures d'exceptions afférentes.

Notre Parti refuse cette Union nationale visant à soumettre la classe ouvrière et le peuple aux intérêts capitalistes exprimés par le patronat et le gouvernement.

Leur Union nationale en marche

F. Hollande annonce la prolongation de « *3 mois au moins* » de l'état d'urgence. Il veut réviser les articles 16 et 36 relatifs aux mesures d'exception : article 16 accordant les pleins pouvoirs au Président, article 36 transférant les pouvoirs à l'armée. En s'inspirant de la commission Balladur.

Voici ce que préconisait cette commission travaillant à la demande de N. Sarkozy :

- article 36 (modifié en gras) « *l'état de siège et l'état d'urgence sont décrétés en Conseil des ministres. Leur prorogation au-delà de douze jours ne peut être autorisée que par la loi. Une loi organique définit ces régimes et précise leurs conditions d'application* ».

- 5 000 postes de policiers, de personnels pénitentiaires, de douaniers vont être créés. C'est bien la preuve qu'existent les moyens financiers pour satisfaire les revendications. Significatif du « tout sécuritaire », aucune création d'emplois n'est annoncée dans les hôpitaux publics dont les personnels ont été exemplaires pour la prise en charge des blessés et traumatisés.

Les mesures de F. Hollande tournent toutes autour de cette double logique : toujours plus de guerre, toujours moins de droits démocratiques.

Il se range à l'idée d'une « *grande coalition avec les Etats-Unis et la Russie* », poursuivant ainsi le repartage de la région entre grandes puissances capitalistes. Nulle allusion sur les puissances « amies » qui se livrent à un double jeu avec Daesh comme la Turquie, les monarchies pétrolières ...

Contre leur « Union nationale »

La disparition de l'URSS a entraîné la course au repartage du monde. Le Moyen-Orient est le principal foyer de guerres où sont localisées près de la moitié des ressources pétrolières mondiales, 41 % des réserves de gaz.

En 2001, l'administration Bush adopte le plan suivant publié par le général américain Wesley Clark pour un « nouveau Moyen-Orient ».

« *Nous anéantirons 7 États en 5 ans, à commencer par l'Irak, ce sera ensuite au tour de la Syrie, du Liban, de la Libye, de la Somalie, du Soudan et pour finir l'Iran* ».

Ce plan, au-delà du délai fixé est en cours de réalisation.

Les divers gouvernements français portent une lourde responsabilité.

Toutes les grandes puissances impérialistes Etats-Unis, France, Russie veulent contrôler la région pour que leurs monopoles s'emparent des richesses énergétiques. La propagande des médias capitalistes nous serine que c'est pour préserver la sécurité du pays que la France intervient militairement

En Syrie, Hollande et Fabius avaient pour objectif tout en armant les groupes terroristes opposés à Assad, d'intervenir directement pour renverser le régime. L'État islamique, dont les parrains sont à rechercher du côté du Qatar, de l'Arabie Saoudite, de la Turquie, est né du chaos provoqué par la guerre généralisée à toute la région.

Chaque puissance défend l'intérêt de son oligarchie financière et de ses grands groupes.

Le Qatar, principale réserve de gaz, veut conquérir le marché européen. L'Arabie Saoudite et la Turquie veulent acheminer ce gaz.

Israël tout en poursuivant sa politique de colonisation, sa négation du droit des Palestiniens à leur État national, est intéressé à affaiblir l'armée syrienne et à poursuivre l'occupation du Golan syrien...

Les multinationales françaises et internationales tirent profit des guerres pour gagner de nouveaux marchés par la force. Ce sont les peuples y compris français qui en sont les victimes et subissent « l'importation de la guerre par des groupes terroristes ».

Notre Parti appelle à un puissant mouvement pour la paix

Pour faire grandir l'exigence de retrait des troupes françaises au Moyen-Orient et en Afrique, l'arrêt des ingérences politiques pour défendre le droit de chaque peuple à décider de son avenir librement.

Le combat contre la guerre et son corollaire le terrorisme est indissociable de la défense des droits démocratiques menacés par l'état d'urgence et autres mesures d'exception. Ce n'est pas en les muselant qu'on assure la sécurité.

Notre Parti combat l' « Union nationale » avec le capital. Nos intérêts sont antagoniques. Les grèves prévues à Air-France, à l'AP-HP, dans l'éducation nationale ont été reportées en raison de l'état d'urgence. Pourtant l'offensive du capital relayée par la politique gouvernementale se poursuit, visant à faire baisser partout la « coût » du travail pour renforcer les profits capitalistes.

La lutte revendicative doit se poursuivre en lien avec le combat anti-guerre contre l'Union sacrée des partis du capital.

Le 6 et le 13 décembre, le vote pour le Parti révolutionnaire-Communistes- sera le seul moyen de s'opposer à la politique antisociale, belliciste et antidémocratique du capitalisme.